

# Mobilités, formation des compétences et développement : les transformations en cours

Etude bibliométrique à partir de références récentes<sup>1</sup>

Badara Diop et Jean-Baptiste Meyer<sup>2</sup>

**1.** Etude effectuée pour le séminaire « Quelle contribution de la mobilité internationale des étudiants et jeunes chercheurs au développement des pays du sud ? », Paris, le 5 juin 2015, AUF, IRD, CPU.

**2.** IRD, LPED/AMU et Université Paul Valéry de Montpellier ;  
contact : [jean-baptiste.meyer@ird.fr](mailto:jean-baptiste.meyer@ird.fr)

---

## 250 RÉFÉRENCES PERTINENTES SÉLECTIONNÉES ET CLASSÉES

---

Afin de constituer un fonds d'information partagée et de référence sur la mobilité des jeunes chercheurs et des étudiants, une recherche bibliographique a été entreprise. Deux critères ont été privilégiés pour éviter la dispersion sur des thématiques hors champ : la date récente de publication ou diffusion et le lien avec la problématique du développement. Ainsi ont été écartées toutes les références précédant l'an 2000 et celles s'intéressant à des programmes exclusivement européens. Ce choix correspond à l'orientation retenue sur les questions émergentes et les transformations en cours dans l'enseignement supérieur et la recherche en lien avec les coopérations internationales pour le développement.

L'exploration et l'identification des références s'est faite sur le web ainsi qu'en bibliothèque, avec les conseils de documentalistes. Dans un premier temps, Google et Wikipedia ont été dûment interrogés sur une sélection de mots clés afférents aux thèmes de la conférence. Des bases de données bibliographiques ont été également consultées ainsi que des sites institutionnels. Dans la foulée de cette recherche systématique, des références ont été identifiées par « voisinage », soit citées par les premières, soit pointées par les sites web en lien direct ou indirect avec eux-mêmes.

La base est constituée de plusieurs types de références : d'une part, des documents d'organisations internationales, et en particulier ceux de l'OIM, de l'UNESCO, de l'OCDE et de la Banque mondiale; d'autre part, des références d'auteurs issus de champs institutionnels et disciplinaires variés, mais aussi des experts de ce domaine qui étudient la mobilité des personnes concernées à travers différents domaines : statistique, anthropologie, géographie, sociologie de l'éducation ou de la connaissance, économie ou science politique. Enfin, des documents écrits, radiophoniques ou vidéo, issus du monde des médias, généralistes ou spécialisés, complètent l'ensemble.

Après une première sélection de 300 références, il a été décidé d'éliminer celles qui ne correspondaient pas directement à quatre thématiques présélectionnées : internationalisation et transformations structurelles, développement et renforcement des capacités, technologies et nouvelles formes d'échanges de connaissances, et politiques de coopération en matières d'éducation et de recherche. La base finale s'établit à 250 références.

Plusieurs champs d'information sont remplis pour chacune d'entre elles : auteur ou institution, titre, source/provenance, lien ou lieu, date et enfin un commentaire général. Ce dernier champ permet la caractérisation rapide et synthétique du document<sup>1</sup>.

1. La base de 250 références sera prochainement accessible en ligne : [www.observatoriodiasporas.org](http://www.observatoriodiasporas.org)

## UN SUJET BRÛLANT

Le thème de la mobilité internationale des étudiants et jeunes chercheurs est éminemment d'actualité. Il ne s'agit pas là d'une affirmation vague et subjective. C'est un constat empirique, établi sur des données ne laissant place à aucun doute. Le nombre de références sur ce thème a, en effet, considérablement augmenté sur les 15 dernières années, avec une accélération récente très significative.

Les sujets abordés sont divers et variés, avec des intérêts marqués, qui se distinguent particulièrement. Ainsi, les quatre thématiques retenues font toutes l'objet de nombreuses publications ou travaux, avec certaines concentrations : internationalisation (72 références), technologie (70 références), politique (56 références), développement (56 références).

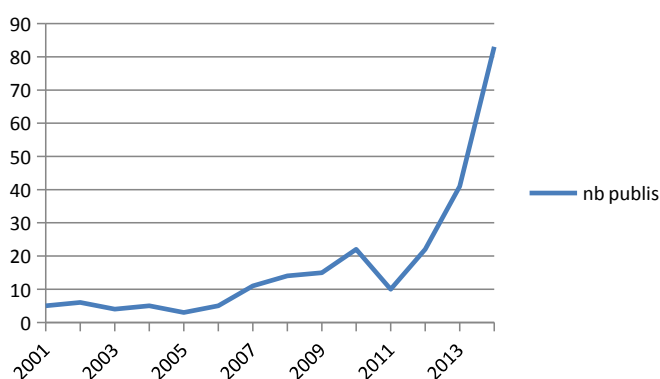
Cet intérêt croissant que traduit l'augmentation marquée des travaux recensés se manifeste également par une multiplication des supports de diffusion. Elle participe d'une généralisation de l'attention à la thématique soulevée.

## UNE RÉPARTITION THÉMATIQUE ÉQUILBRÉE

L'importance donnée aux thèmes liés à l'internationalisation souligne bien la prise de conscience croissante des enjeux d'une éducation en pleine expansion à l'échelle planétaire. Elle relève la dynamique de l'émergence, avec des pays dont les effectifs dans l'enseignement supérieur sont en augmentation rapide.

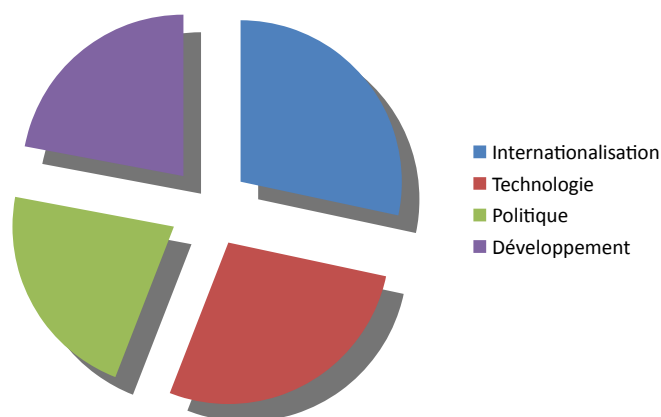
L'intérêt marqué pour la technologie confirme l'espoir fondé sur les dispositifs d'information et de communication, comme modalités de réponse à ces enjeux. La réflexion sur la politique à mener et sur le développement et le renforcement des capacités, reflète bien tous les changements récents : croissance des effectifs et nouveaux moyens technologiques mais aussi transformations géopolitiques et sociétales (société mondiale de la connaissance, développement global durable).

FIGURE 1 : évolution du nombre annuel des références de 2000 à 2015



(n= 248 ; source : données de l'étude IRD/LPED)

FIGURE 2 : répartition des références par grande thématique



(n=253 ; sources : données de l'étude IRD/LPED)

## DES SUPPORTS DE DIFFUSION DE PLUS EN PLUS VARIÉS

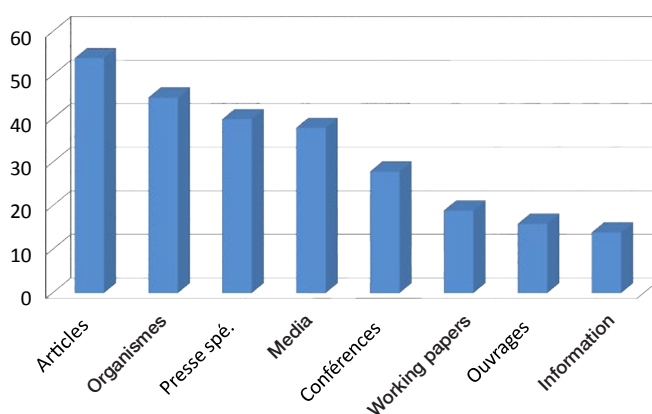
Les vecteurs de ces réflexions sur la mobilité et le développement expriment une diversité des acteurs impliqués par ce thème et des points de vue sur les questions qui y sont liées. Afin de discerner les engagements respectifs dans le débat, les supports de diffusion de ces travaux ont été classés en 8 catégories :

- Articles académiques, sur le contenu scientifique ;
- Documents officiels d'organismes (CPU, AUF, Campus France, ONU, UNESCO, OCDE, etc.) ;
- Presses spécialisées (pédagogie, coopération, gestion, etc.) ;
- Médias, (presse écrite, radio, sites web généralistes, etc.) ;
- Conférences, avec des actes, abstracts ou présentations graphiques ;
- Documents de travail (working papers) ;
- Ouvrages, regroupant plusieurs chapitres sur la question ;
- Informations factuelles ou statistiques.

Il apparaît que la littérature académique (articles, ouvrages) ou d'expertise (documents de travail, conférences, informations factuelles) comporte des références sur toute la période 2000-15, témoignant d'une préoccupation scientifique constante sur le sujet. L'intérêt médiatique est, en revanche, beaucoup plus récent (21/38 références en 2014-15, seulement). L'accent porté par les organisations officielles s'est également significativement accru durant les trois dernières années (36/45 références entre 2012 et 2014). On ne peut donc guère ici faire abstraction d'un certain effet lié à l'air du temps et à l'agenda politique.

Par ailleurs, la distribution thématique par catégories révèle que si la préoccupation des médias porte massivement sur les nouvelles technologies - qui font rêver des futurs prometteurs - celle des organisations concernent essentiellement les aspects politiques et le développement. Ces dernières mobilisent sans surprise en premier lieu les approches des experts (littérature spécialisée) qui ne négligent guère pour autant les questions stratégiques liées à l'internationalisation. Enfin, ce dernier thème constitue

**FIGURE 3 : catégories des supports des références**



(n = 253 ; source : données de l'étude IRD/LPED)

la priorité indiscutable des approches scientifiques : plus de la moitié des références d'articles et d'ouvrages y sont consacrées.

En observant attentivement comment émergent les thèmes principaux parmi les travaux répertoriés, il apparaît que — naturellement — celui des nouvelles technologies prédomine dans la période très récente (les 5 dernières années). C'est l'effet immédiat de l'accent porté sur l'enseignement à distance, les réseaux sociaux et l'internet en général. Mais la question de l'internationalisation n'est pas loin derrière et montre bien cette préoccupation de plus en plus manifeste, sur les défis éducatifs et de recherche désormais globaux. Les 2 autres thématiques (développement et politique) restent éminemment d'actualité puisque les références qui les concernent ne sont en aucun cas submergées par le nombre des deux autres.

---

## **ENJEUX, DISPOSITIFS, NUMÉRIQUE, POLITIQUE... UN COUP D'ŒIL AUX CONTENUS**

---

La réflexion sur la mobilité actuelle et ses enjeux comporte tout d'abord des constats, statistiques ou établis sur la documentation politique, révélant l'évolution de l'enseignement supérieur dans le monde. L'émergence de nouveaux pays attractifs (l'Afrique du Sud étant un cas emblématique), de flux sud-sud en expansion, y sont soulignés. Les notions de compétition internationale, de privatisation et de normalisation apparaissent fréquemment. Toutes les régions du monde font l'objet d'études sur des aspects variables : l'Afrique souvent pour ces défaillances structurelles (institutions, équipements, marchés du travail insuffisants) ; l'Europe plutôt pour les processus de Bologne, les programmes communautaires de circulation « exemplaire » ainsi que les effets de la crise; l'Asie pour ses contingents massifs d'étudiants attendus à court et moyen terme, en interne et à l'étranger (région ou monde) ; l'Amérique Latine pour son alignement (préconisé par certains ou, au contraire, critiqué par d'autres) sur des modèles exogènes ; le Canada, les États-Unis et également l'Australie et le Japon pour leurs politiques — nationales ou institutionnelles — d'attractivité et sélectivité migratoire systématique.

Les dispositifs pour une mobilité structurante partent, en premier lieu, d'un renversement de la perspective traditionnelle. La réflexion dont ils font l'objet

consacre le passage d'une vision négative de la migration (perte de ressources humaines) à une approche positive (gain de connexions et d'opportunités). Il y a là, tout d'abord, des démonstrations philosophiques et conceptuelles mais aussi des constats empiriques (Afrique et Amérique Latine, surtout) et quelques données chiffrées, sur les nouveaux flux en émergence notamment. Les dynamiques des marchés internationaux du travail sont souvent mises en exergue, privilégiant la vision d'acteurs autonomes et de leurs relations directes, avec, en corolaire, une importance moindre accordée aux politiques publiques. La mobilisation des diasporas de personnes hautement qualifiées constitue un objectif reconnu et la recherche de modalités (incubateurs, plateformes, programmes, services) correspondant à cet objectif compte parmi les références importantes. Enfin, l'évaluation des programmes publics mis en place pour l'engagement des diasporas constitue également un point d'intérêt non négligeable.

Les MOOCs (Massive On-line Open Courses) accaparent l'attention sur les modifications technologiques des conditions d'enseignement et de partage des connaissances. Beaucoup d'exemples sont fournis, avec un déploiement spécialement important sur l'Afrique, souvent présentée comme en retard. Le phénomène est, cependant, évalué également de façon critique ou sceptique, parfois, avec un recul historique déjà de plusieurs années. La réflexion porte toutefois plus sur des aspects quantitatifs (nombre de cours en ligne, quantité d'étudiants bénéficiaires) que sur l'efficacité qualitative ou les modalités pédagogiques originales que recouvrent ces nouveaux canaux de diffusion des savoirs certifiés. Cet engouement généralisé pour la question des MOOCs laisse entrevoir une convergence multipartite — problématique plus que consensuelle — sur les possibilités de réponse qu'ils offrent aux défis actuels de l'enseignement supérieur: massification, qualité, transferts, internationalisation. Par contre-coup, d'autres modalités technologiques prometteuses passent au second plan : réseaux sociaux, plateformes interactives, data mining, etc.

La réflexion sur les politiques à mener à l'égard d'une mobilité orientée vers le développement s'appuie sur des approches également diverses. Tout d'abord apparaissent des considérations importantes autour de principes à entériner pour une mobilité viable, équitable et pour un développement durable. Cette préoccupation d'une circulation non-dissipative des compétences prolonge la tradition d'un rejet de la « fuite des cerveaux » mais avec un abord renouvelé,

reprenant les notions de réseaux et d'inter-culturalité, ainsi que les termes de diaspora ou de développement soutenable, qui modifient et enrichissent la panoplie conceptuelle et méthodologique de cette approche. D'autres sont, à l'inverse, essentiellement instrumentales : appréciation des politiques de bourses et incitations mises en place par tel ou tel pays ; descriptif des outils et modalités de circulation encouragée, sous forme de guide ou de liste ; argumentaire sur des entités facilitatrices des mobilités (type Campus France, DAAD, British Council). La question de l'évaluation et du contrôle de qualité (quality assessment) revient fréquemment et avec elle celle des indicateurs pour apprécier les effets positifs et constructifs de la mobilité. Enfin, la question lancinante de la faiblesse des infrastructures intellectuelles dans certains pays, notamment africains, souligne encore le caractère improbable d'un retour productif — virtuel ou physique — au lieu d'origine et la nécessité d'un traitement approprié.

En définitive, la généralisation de l'intérêt porté aux thèmes associés de la mobilité, de la formation des compétences et du développement témoigne de l'importance cruciale que revêtent les questions qui y sont liées. Ce constat d'un enjeu sociétal global et de sa médiatisation croissante souligne aussi le besoin aiguë d'une coopération politique accrue, pour élaborer des solutions et rendre des comptes à une opinion publique transnationale.